L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,
Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
VENDREDI MATIN, 29 AVRIL 1836.

POUR PRESIDENT.
M. VAN BUREN.

POUR VICE PRESIDENT :
RD. M. JOHNSON.

Les délégués du peuple, nommés pour assister à la convention de Baton-Rouge, voudront bien se rappeler que c'est lundi prochain, 2 du mai que cette assemblée doit avoir lieu. Les représentans des paroisses voisines voudront bien se trouver à la Nouvelle-Orléans, Dimanche prochain, jour fixé pour le départ général, à moins qu'ils n'aiment mieux attendre chez eux le passage du bâteau à vapeur.

Dans tous les cas, la plus grande ponctualité est réclamée de la part des membres élus.

Le dîner, offert par les officiers de la légion au Major-Général Macomb, de l'armée des Etats-Unis, aura lieu aujourd'hui, à l'hôtel de Carrollton. La population de la Nouvelle-Orléans ne saurait qu'être reconnaissante envers la Légion pour une mesure qui tend à prouver le degré de respect et d'amitié que nous avons tous pour des hommes, bien méritans d'ailleurs, qui occupent les premières sommités militaires de la grande nation.

LES TROIS CONSEILS ET LE MAIRE.

Une question des plus importantes à l'administration des affaires de la ville, paraît en ce moment occuper le plus grand de nos concitoyens; et si elle n'est pas explicable de manière à faire savoir quelle sera à l'avenir l'étendue des pouvoirs des trois conseils municipaux et ceux du maire, à coup sûr, les actes de ces deux branches seront toujours revêtus d'un certain caractère d'illégalité qui ne manquera pas d'occasionner à la Corporation une série continuelle de difficultés plus embarrassantes à résoudre les uns que les autres. En outre de cette conséquence, il résultera aussi que la police urbaine sera presque impossible à organiser; car, qui en nommera les officiers? Seront-ce les conseils—sera-ce l'exécutif, ou bien l'un et l'autre conjointement? Voilà cependant sous quelles auspices doivent commencer les premières transactions des trois corps municipaux. Qui aura le droit de nommer aux places? Telle est la question que chacune des parties adresse à l'autre? Ne croyez pas que ni l'un ni l'autre voudra faire abandon d'un privilège qu'elle croit pouvoir revendiquer en sa faveur. L'expérience du passé sur laquelle on peut consciencieusement asseoir un jugement pour l'avenir nous a trop bien appris que, plutôt que de perdre un pouce de terrain du droit acquis elles préféreraient renouveler entr'elles mais en sens inverse, la célèbre scène de courtoisie de M. Demaurre, en bien remettre en action la fable des deux chèvres qui voulaient passer de front, bon gré, mal gré, l'étroite planche sur laquelle leur entêtement devait leur faire trouver la mort.

Nous n'avons nullement la ridicule prétention de chercher à glisser une opinion quelconque sur le point en litige: *quelque fixé que nous pourrions être* par cette question, nous savons pertinemment que chacun, ni personne autre n'a le droit de la décider, à moins que ce ne soit un jugement en belle et bonne forme, de la Cour Suprême, ou de tout autre tribunal compétent. Si donc nous en parlons maintenant c'est plutôt pour informer nos lecteurs et le public en général de ce qui se passe, que pour suggérer la moindre chose à ce sujet.

En réduisant la question à sa plus simple expression, nous ferons observer que, par une des lois de la Législature d'Etat, approuvé le 1er. septembre 1812, sect. 3. Page 121, du digeste de Moreau, [texte anglais] le maire, de l'avis et avec le consentement du Sénat, avait le droit de nommer à toutes les places qui étaient alors ou qui pouvaient être par la suite créées en vertu de l'acte d'*incorporation &c.*—Par la nouvelle loi de division de la ville, les pouvoirs du maire et ceux des trois conseils municipaux sont définis de manière à leur faire savoir quels actes seront de leur *ressort respectif. Dans la huitième section de cette loi*, il est dit :

"Les pouvoirs accordés auxdits officiers ainsi que les devoirs qui leur sont imposés, seront les mêmes *dans les limites de leurs municipalités respectives que* ceux maintenant accordés et imposés à la ville de la Nouvelle-Orléans; *bien entendu*, que les Conseils de chacune desdites municipalités auront le droit exclusif *de nommer leurs officiers.*" *Il est immédiatement* ajouté : "le maire pourra, en entrant une plainte, déployer sur le champ tout officier d'une des municipalités; bien entendu que dans le cas où ledit officier serait plaidu par ledit Conseil le maire n'aura pas le droit de le déplacer pendant tout le temps pour lequel ledit officier aura été ré-élu."

Les deux sections de loi que nous venons de citer sont *les seules, si nous ne nous trompons pas*, sur lesquelles s'établissent la discussion actuelle. Les uns voient que rien dans la seconde n'a été dit qui put faire perdre à l'exécutif le droit qui lui a été garanti par la charte de la Cité. Le texte anglais disent-ils, s'explique d'une manière positive à ce sujet. Deux expressions y sont usitées : la première, celle de *nominate*, (nommer ou proposer nous ne savons laquelle des deux traductions employer) n'est pas apportée par la dernière loi de division, où il est simplement dit que les Conseils auront le droit de nommer (appoint). En conséquence, le privilège de présenter un officier (*nominate*) est laissé à l'exécutif.

D'autres personnes pensent au contraire que cette loi de division est formelle : car, disent-elles en réduisant le fait de la nomination à un seul acte, celui du Conseil, il devit inutile de faire une distinction entre les mots *nominate* et *appoint*. Que si cette distinction existe dans l'ancienne loi c'est qu'il fallait établir une nuance entre le premier acte, celui de proposer, (*nominate*) qui pouvait manquer son effet, en ce que le Conseil avait la faculté d'accepter ou de refuser, et le second de nommer ou commissionner, (*appoint*) qui entraînait consommation, puisque le corps législatif délibérait *par son vote à la proposition* de l'exécutif. Ces derniers sont donc d'avis que le droit exclusif de nommer aux emplois étant accordé aux Conseils, le maire ne saurait l'exercer plus long-tems. Quoiqu'il en soit néanmoins de la force et de la validité des opinions émises de part et d'autre, il n'est pas moins vrai de dire que jusqu'à l'époque où le point en litige sera éclairé par un tribunal compétent, il ne saurait se prêter sur ce entraves aux entraves dans la marche des affaires de la Corporation. En effet : à supposer même que, contre la coutume, la plus grande harmonie règne désormais entre les deux branches des municipalités, l'exécutif et le législatif, sous quel point de vue considérera-t-on légalement parlant, la nomination qui devrait faire. Le public qui se mêle quelquefois de chicaner, surtout quand il s'agit d'obéir aux ordres de la police, ne pourra-t-il pas trouver le moyen d'éluder les ordonnances, lorsqu'elles seront transmises par des officiers dans lesquels on ne voudra pas reconnaître les hommes de la loi ?

Nous croyons cela, si, au lieu de cette bonne intelligence que nous voulons croire nous nous plaisons à le croire, existait entre le Conseil et l'exécutif, tout le contraire avait lieu, et que les opérations de ces deux branches continuassent à porter le caractère d'opposition mutuelle, chacun voulant ne pas renoncer à son droit de nommer, interprétant la loi à sa manière, chacune des parties ne pourrait-il ? Nous n'aurions pas de police, pas de surveillance, pas d'inspecteurs de port, pas de fermiers, pas de perceptreurs de droits de levée, enfin généralement parlant, pas d'officiers *municipaux*. Le Maire embarrassé s'il des candidats : le Conseil ne les accepterait pas. Le Conseil nommerait-il les siens, l'Exécutif se refuserait à les commissionner :—Et dans l'intervalle, il y aurait *plus pour les citoyens* cette garantie nécessaire à la tranquillité publique. La saturnale de la ville serait constamment menacée car il n'y aurait plus personne pour faire l'inspection des rues et pour *maintenir la propreté voulue*. Les gens de mauvaise foi trouveraient toujours les moyens de manquer à ses engagemens envers la ville, et la ville elle-même courrait les risques de perdre d'un moment à l'autre une grande partie de *ses revenus casuels*.

Nous avons combattu autant que nos forces nous le permettaient, le projet de diviser la ville. Nous nous sommes opposé vainement au bill qui en a été la conséquence. *Nous l'avons fait parce que nous entrevoyions*, pour l'avenir, une série d'événemens qui ne pouvaient manquer que d'être très préjudiciables à la prospérité entière. Nos patriotiques remontrances *ne furent point écoutées ; le projet se consomma.*

Mais voilà maintenant qu'une partie de nos prévisions s'accomplissent ; voilà qu'une irrégularité dans la nouvelle loi vient exposer la ville à un danger réel ; un danger dont *les conséquences sont incalculables*. Mais ce péril n'est pas le seul qui nous menace : un autre bien plus grand que celui là se couve en silence ; craignons le jour qui le vengera éclore. Le génie de Brutus lui criait : " Nous vous verrons à Philippes ! " A notre tour, nous crierons à ceux qui ont voulu de la division de ville : " Nous nous verrons à la question du Port ! "

Nous avons parlé d'une irrégularité dans la loi de division, plus tard nous *nous expliquerons* à ce sujet.

Le Conseil de M. Cioffi a eu lieu hier au soir, au Théâtre d'Orléans; et bien que l'orchestre ne fut pas aussi complète, ce qui a fait manquer l'ensemble de plusieurs morceaux, entr'autres l'*ouverture* du Chaperon, l'air de Madame Padrotti et celui de Montrésor, cependant nous ne saurions nous dispenser de dire que la *soirée a généralement* plû à *tous les assistans*.

CORRESPONDANCE DE L'ABEILLE.

Linchburg (Texas) ce 6 Avril 1836.

Mon cher Monsieur et ami,

Les fuyards du Texas n'auront pas manqué de vous faire tenir les élémens de notre oraison funèbre, mais soyez, croyez moi, bien en garde contre les nouvelles de ce pays, nous mêmes sommes journellement assaillis *par les rapports les plus contradictoires*. La vérité est que les Texiens triomphent, et que pas un Mexicain ne repassera Rio-del-Norte. Houston, notre général en chef, écrit au gouvernement dont le siège est près de moi, qu'il a dû se replier sur le Rio-Brassos, *afin d'agir avec toutes ses forces* et afin de ne pas risquer une action en rase-campagne contre la cavalerie Mexicaine très nombreuse, mais que maintenant qu'il se trouve favorisé par un terrain boisé et coupé par des ravins et des petites rivières, il va agir avec 3000 *hommes contre trois ou 4000* mille qui lui sont opposés et qu'il ne doute pas un instant d'anéantir.

Houston suit l'exemple des Russes, il a tout détruit et brûlé sur la route, de sorte que les Mexicains doivent *mourir de faim d'autant* mieux qu'ils ne peuvent rien recevoir par mer. Un transport de 400 barrils de poudre et autant de farine, &c. a été capturé par des bâtimens Texiens.

Enfin, nous sommes dans une crise, sans doute la dernière, *nous en sortirons* vainqueurs, vous pouvez le donner pour certain à nos lecteurs.

Agréez mes salutations affectueuses, &c.

Toute réflexion sur la pièce suivante de M. T. St. Céran est inutile. Celui qui en lisant ce chant de triomphe n'aura *éprouvé* ni desire ni enthousiasme, est mort pour la poésie ; qu'il n'en parle jamais : il la profanerait.

A MON AMI E** M**
Qui m'avait engagé à exprimer dans une complainte "mes griefs contre le Sort."

On a tant répété "je souffre, j'ai souffert" !
Que je ne ferai point entendre aussi ma plainte,
Jean-Jacques et Johnson, Chatterton et Gilbert
Pairaîyseraient ma complainte.

Chatterton et Gilbert ! mon cœur a tressailli !
O glorieux témoins d'un Destin trop rebelle !
Quel barde à vos tombeaux n'est pas enorgueilli
D'effeuiller une fleur nouvelle!

Ah ! plus que vos écrits, votre mort a prouvé
D'un siècle corrompu la honte et l'infamie !
Les grands hommes toujours auront donc éprouvé
Combien la gloire est ennemie !

Ces deux jeunes auteurs n'avaient que du talent.
S'ils eussent comme moi porté dans leur poitrine
Un cœur plus résolu, d'un pouvoir reconnaissant
Ils auraient triomphé par la force divine.

Ils se sont dit "mourons et ne combattons pas";
Et leur plume éloquente à la plainte asservie
N'a fait qu'énorgueillir l'âme des scélérats
Qui les poursuivaient par envie.

Ah ! que ne vivaient-ils pour les voir confondus
Ces riches endurcis, opprobre de la terre.
Qui semblent oublier sur l'hermine étendus,
Que pour eux grossit le tonnerre.

N'eut-il pas mieux valu défiant la souffrance,
Dévorer dans son cœur la misère en silence,
Pour forger tous ces nains, héritiers du Néant,
A plier le genou quand passait le géant ?

Le pied sur l'échafaud, voyez quel fut CHÉNIER !
Sous le plus vil pouvoir, quand tout tremble et change
C'est pour les foudroyer [celle
Que sur ses assassins son regard étincelle.

D'une adresse au soleil il va faire les frais ;
Son front domine sur la place.
Pour le voir et l'entendre avançons de plus près.
Quelle noblesse et quelle audace !

Tout Paris frémissant admire l'orateur,
Il a parlé!—voyez comme il lève la tête:
Salut à l'immortel poète !
A lui tout mon encens, victoire à son grand cœur.

Et toi dont la plume opulente
Me le peignit si grand au sein de l'épouvante,
Vigny, n'est-ce pas grâce à toi
Que sous sa veste grise et son col militaire
J'ai contemplé ce martyr-roi
De tous les ménestrels, prodiguant à la terre
Le plus magnifique tableau ?
La vertu souriant sous le fer du bourreau.

Nous lamenter, nous plaindre, est pour nos ennemis
Un triomphe éclatant.
Il est un beau courage à notre âme commis,
Plus que nos maux constant.

N'en sus-je pas armé moi qui brave le Sort?
Lorsque ma faible main, lâchement inclinée,
Comme le fier vainqueur de Leuctre et Mantinée. [*]
Je pourrais par un simple effort
Arracher de mon sein la flèche empoisonnée.

[*] Epaminondas.

TULLIUS ST. CÉRAN.

PARLEMENT PROVINCIAL.

Discours de M. Dété sur le vote des subsides.

On trouvera peut-être téméraire qu'un jeune membre, comme je le suis, et nouvellement élu, ose s'immiscer dans des débats d'une importance aussi majeure que le sont ceux-ci.

Cependant, *en justice pour mes constituans qui* m'ont envoyé ici pour veiller à leurs droits, je dois faire connaître quelles sont les raisons qui me portent à voter contre la loi soumise.

C'est après les sessions orageuses de 1833 et 1834, sessions où *les droits du peuple furent défendus avec* tant de talent et d'énergie, que les Electeurs du comté de l'Acadie jugèrent à propos de m'envoyer ici comme leur mandataire pour grossir la glorieuse majorité de 1834. Oui, M. le Président, c'est avec les 92 Résolutions à la main, et avec la *conviction intime qu'elles renfermaient* le vrai tableau de nos griefs, que je montai sur les *Hustings* pour terminer les ennemis du peuple; c'est avec ce *credo politique*, que chaque bon patriote devrait répéter soir et matin, que je remportai la victoire sur mes antagonistes politiques, qui furent honteusement chassés d'une lutte où l'orgueil et le désir de voir asservir leur patrie, les avaient engagés. Aux *Hustings* ceux des candidats qui ont déclaré aux électeurs qu'ils soutiendraient les principes énoncés dans les 92 *Résolutions, ont remporté la lutte par des majorités* écrasantes. — Je ne prétends pas faire le prophète, mais cependant je dirai avec assurance que le temps viendra encore où le peuple fera connaître à certains honorables membres incrédules, qu'il sait distinguer ses vrais amis d'avec ceux qui prétendent le servir. Quand j'eus l'honneur d'être délégué à cette Assemblée, la question des subsides était basée sur deux principes — celui de les voter avec des conditions suivant la 5me. et 6me. résolution du 16 mars 1833, et celui de les *refuser tout-à-fait* jusqu'à ce que tous les griefs dont cette province se plaint fussent *redressés*, tels qu'exprimés dans les 92 Résolutions passées en 1834. C'était pour supporter tous les principes contenus dans ces Résolutions que la majorité de cette chambre a été élue la *dernière fois*. Si donc la chambre veut s'en tenir rigoureusement à ces principes, elle ne pourrait pas logiquement voter aucun subside tant que les griefs ne disparaîtraient pas. Mais dans le moment-ci le Gouverneur en chef paraît avoir gagné la confiance de certains honorables *membres par de belles promesses*; je ne puis m'empêcher de le demander à tout homme qui se pique d'avoir du bon sens, si un gouverneur comme celui-ci, qui a les pieds et les mains liés, peut mettre de côté ses instructions et faire à sa volonté et si par hasard, il *devient* de la marche qui lui a été prescrite par ses maîtres de Downing Street, ceux-ci sanctionneraient ses actes, surtout s'ils penchaient du côté de la cause populaire?

Les instructions qui nous sont parvenues indirectement par le canal du Haut Canada, allaient jusqu'à dire que Sa Majesté ne nous abandonnerait pas les revenus provinciaux, à moins que nous ne consentissions à continuer les pensions qu'il avait plû à Sa Très Gracieuse Majesté dans sa munificence royale d'accorder à des fainéans, qui n'avaient seulement pas mis le pied dans la province. Pouvons-nous en honneur accepter de telles conditions? Si nous ne pouvons le faire, il est donc faux de dire que les revenus provinciaux sont abandonnés à cette législature. L'honorable membre pour la haute ville de Québec n'est *étendu fort* au long sur le bien que nous a fait le présent ministère colonial. — Que nous a-t-il dit pour nous prouver ses bonnes œuvres? Lord Aylmer, dit-il, est rappelé. — Belle chose vraiment! Quoi, les ministres pouvaient-ils faire autrement que de rapeler un homme qui avait par son imprudence et son ignorance arrêté le cours des affaires dans ce pays, et qui avait insulté cette chambre à la manière des Craig et des Dalhousie?

L'honorable membre a ensuite fait allusion aux contingens. L'honorable membre était-il vraiment sérieux, lorsque pour prouver les bonnes intentions du présent ministère, il dit que nos contingens ont été payés?—Est ce que cet honorable membre voudrait insulter les ministres au point de *supposer un instant* qu'ils auraient voulu envoyer ici un gouverneur avec instruction de refuser à la chambre ses contingens, parce que le lord Aylmer dans sa haute sagesse aurait trouvé à propos de susciter des objections ridicules et tout-à-fait puériles?— Non, les *ministres auraient alors aussi* bien fait d'y laisser lord Aylmer — Ils connaissaient l'acte imprudent et inconstitutionnel qu'il avait commis en refusant cette juste demande de la chambre, et pour le récompenser suivant son juste mérite, on le rapela.

L'honorable membre *nous* dit que le *Lord-Gosford* n'a eu aucun secret pour cette chambre. Je le crois, et je dis qu'il en a eu. Quand cette chambre a demandé communication de tous les papiers et documens entre l'exécutif et les conseillers de De Léry par rapport à la *nomination de commissaires pour la décisions* sommaire des petites causes son Lord Aylmer en 1834, les papiers répondu *confidentiels* furent soppoints et ne parurent pas devant cette chambre: la raison en est bien simple, c'est que ces papiers auraient sans doute *compromis quelque affidé du gouvernement* dont la seule fonction en 1834, paraissait être de remplir le déguisant rôle de servile espion.

L'honorable membre ne se souviendra plus par hasard du refus de Lord Gosford de communiquer à cette chambre la fameuse *correspondance* des juges de la cour du Banc du roi, qui voulaient se soustraire à l'influence salutaire de cette chambre qui, en arrêtant leurs salaires, sut mettre un frein à leur corruption? Tout le monde excepté l'honorable membre pour la haute ville de *Québec, se rappelle que Lord Gosford*

a refusé de communiquer à cette chambre l'opinion de ses officiers en loi sur l'érection des paroisses; et après tous ces faits qui sont notoires, M. le président, l'honorable membre viendra dire que Son Excellence n'a pas de secrets pour cette chambre. N'y a-t-il pas là du ridicule! Lord Gosford dans chacune de ces occasions a montré qu'il était décidé à suivre le même système de déception envers cette chambre qu'avait suivi son prédécesseur.

L'honorable membre nous a dit que Son Excellence avait renvoyé son conseil exécutif. Oui, M. le *président*, il l'a fait; mais d'une manière qui n'annonce pas beaucoup de *réflexion*, et qui à la fin a été caractérisée du nom d'imprudence. Dans son discours d'ouverture il l'a flétri ce conseil exécutif, et quelques mois après l'avoir déclaré indigne de sa confiance, il est forcé de l'appeler à son secours et de demander ses avis pour fulminer contre l'*étourderie* de quelques jeunes gens à la tête vide, et dont l'esprit ne respirait que haine et vengeance contre tout ce qui est Canadien. Ceux-ci se moquent de la proclamation du gouverneur, et continuent de s'assembler sous une autre dénomination. Voilà les actes d'*un homme qu'on veut nous donner pour* conseiller! Vous avez, nous dit-on, tout à espérer de lui. Ce n'est pas à Lord Gosford que je m'en prends, c'est au *mauvais* système, aux odieuses instructions du cabinet anglais que nous devons déclarer la guerre.

L'*honorable membre* vient de nous parler de la nomination d'un monsieur Canadien comme juge. Admettant pour un moment que ce soit vraiment un fait, et dans une nouvelle *incertaine pour nous encore, puisque* Son Excellence n'a pas encore jugé à propos de *nous en informer*; mais je prends à défarration de l'honorable membre comme étant la vérité même. Quand et comment Lord Gosford a-t-il fait cette nomination ? Ce n'est, M. le président, que *lorsque cette* chambre lui a mis pour, ainsi dire, l'épée dans les reins. Ce *n'est qu'alors qu'il* a rendu justice au pays. Lorsque Son Excellence est arrivée dans cette province, quel a été son premier acte ? La nomination *pro tempore* du juge Gale au banc des Trois Rivières; *un homme* qui avait été censuré et condamné par la province *entière parce* qu'il é ait un ennemi violent et juré de nos lois, de notre langage et de nos institutions, un homme dont la nomination a été déclarée par cette chambre comme étant *une pollution de la source même* de justice ; un homme accusé et convaincu devant un des comités de cette chambre d'avoir employé la corruption la plus vile pour engager un honnête citoyen à voter pour un des plus mortels ennemis de ce *pays. Après avoir entendu la sentence du long discours en dissertation* de mon honorable ami le membre pour le comté de Richelieu, je n'ai pu m'empêcher de me rappeler un certain discours qui a été prononcé dans cette chambre il n'y a pas mille ans. Ce discours auquel je fais allusion a été prononcé par un honorable membre que jadis l'on comptait parmi les plus chauds et les plus zélés soutiens des droits du peuple, lors de la passation des 92 résolutions. Plut à Dieu que j'en puisse dire autant aujourd'hui.

"Oui" disait-il, en s'adressant à un membre qu'il voyait dans les rangs opposés. "Quand je me rappelle que seule force l'honorable membre pour le Comté " de Québec, *défendait jadis nos droits constitution-* "nels, je suis frappé, ma surprise a été grande quand " je l'ai entendu il n'y a qu'un an-tant, nous dire qu'il " s'opposait à toutes et à chacune des résolutions de- " vant la choire et qu'il propisait un amendement dans " le but évident de les faire échouer—A quoi attribuer " un pareil changement ? Je l'ignore et ce n'est pas " mon but d'en chercher la cause.

Eh bien, M. le Président, de même langage, je l'adresse à l'individu qui l'a tenu lui-même dans cette enceinte *il n'y a que deux ans*. Il disait *aussi un peu plus* loin " que le peuple avait les yeux ouverts sur leur " conduite."—Oui, il les a ouverts et bientôt il rendra justice au vrai patriote et chassera l'hypocrisie. Il nous racontait aussi une aventure de feu son père, qui ayant été fait *prisonnier à la bataille de Burlington, lors de la* dernière guerre, demanda au Marquis de Lafayette quelque adoucissement dans sa captivité, et qu'il n'en reçut pour toute réponse : " *puisque vous vous battez pour être esclave, soyez-le.*"—Oui, M. le Président, que *ceux qui veulent être esclaves en sacrifiant les droits* de leur pays le soient !—Quand à moi je suivrai les sentiers que l'amour sacré de la patrie m'indique aujourd'hui. Pour la question des subsides je la crois bien simple ; il n'y a qu'à envisager l'attitude que cette chambre a prise *en 1833, et la marche qu'elle a tracée en 1834*. Pour elle, incidemment et si elle trouve à propos de le faire, doit-elle ou peut-elle le faire en abandonnant ces principes, en violant le pacte qu'elle a formé avec le peuple dans les 92 r solutions ?—Ce peuple, *si nous nous montrons digues de lui, ne nous abandonnera pas.*—Si nous sommes lâches il saura nous trouver en temps et lieu.—Si nous voulons faire des concessions à la présente administration, faisons-en mais non aux dépens de nos principes : cherchons un *nouveau moyen*. L'honorable membre pour Belle chasse paraît l'avoir trouvé dans la série de résolutions qu'il nous propose aujourd'hui.—C'est pourquoi, M. le Président,, ferme dans la conviction que ces résolutions contiennent l'expression des sentimens de *mes commettants et de toute la province, je voterai* contre l'amendement proposé par le nombreux membre de la Basse-Ville de Québec. Un jour viendra, M. le Président, que nous serons cités de nouveau au tribunal de nos constituans, et ce sera à eux seuls à juger *du mérite ou du démérite de la cause que je soutiens* aujourd'hui. Le peuple avec son œil clair voyant saura reconnaître *quels sont ceux qui ont mis leur caractère dans leurs poches.*

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 28 Avril 1836.

COTON.

600 balles	Mississipi	17½ cts
242 do	do	16½
33 do	do	17½
79 do	Louisiane	19½
20 do	Mobile	17½
1184		

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Expédiés.

Brick Syren, Philadelphie, Huskins & Wilcock
Polacre Viscayna, Havane, A Miranda & co.
Gosl. Carolla, Davis, Mobile Grivot & Page

Arrivés.

Bateau de remorque Lion, Aubbell, des Passes, avec *plusieurs navires.*

Navire paquebot Chester, Watson, en 17 jours de Philadelphie.

Navire Choctaw, Foster, de N. York.

Brick Sophia, M. Crocker, en 20 jours de la Providence, R. I.

Bateau de remorque Whale, Paulding, du Bayou, avec plusieurs batimens.

Brick Jannis, Cowen, de New-York.

Brick Clarion, McFarlane, de Tampa Bay.

Brick Emerald, Stone, de Tampa Bay.

Gosl. Leonidas, Kelly, de la Havane.

Bateau à vapeur United States, Hart, venant du Cincinnati.

Bateau à vapeur Carrollton, Tawner, venant de Vicksburg.

Bateau à vapeur Helen Douglas, Riley, venant de Louisville.

Bateau à vapeur Bayou Sarab, Laurent, venant du Bayou Sarah.

Bateau à vapeur American, Washer, venant du Bayou Moson.

Compagnie du Gaz et Banque de la Nouvelle Orléans.

26 avril 1836.

La nomination d'un gommis aux *billets dans cette* institution aura lieu Vendredi prochain, 29 du courant: Les applications adressées à la direction seront reçues jusqu'à 9 heures du matin du même jour.
27 av P. BACOT, caissier.

RIZ.—29 barils et 8 demi barils *ris*, en débarquement du *brick Wessow*, à vendre par
WILLIAM G. HEWES & Co
29 av 47, rue du Carpp.

THEATRE D'ORLEANS.

Dimanche, 1er mai 1836.
Troisième représentation du
CHEVAL DE BRONZE,
Opéra féerie en trois actes de M. Scribe, musique de M. Auber.
Suivi par la seconde représentation de
UN MARI CHARMANT.
Mardi, 3 mai,
Au Bénéfice de Mme. Millot-Jobey,
CHRISTINE,
OU STOCKHOLM ET FONTAINEBLEAU;
Drame en cinq actes, de M. A. Dumas.
Un intermède de danse.
Le spectacle sera terminé par
LE POLTRON,
Vaudeville en un acte.

Le paquebot CHESTER est mouillé vis-à-vis du marché aux légumes. Les consignataires du dit batiment sont invités à *venir recevoir leurs* marchandises.

THOMAS PELLOWS, COURTIER DE CHANGE;
RUE DE CHARTRES, No. 33.

Achete et vend des Lettres de Change, Billets, Actions des banques et des autres institutions, Billets de banque sans cours, Doublons, Souverains, et autres *monnaies en or*, le tout *à des conditions* très raisonables 9 sept.

BUREAU DE CHANGE DE J. D. BEERS, I. R. ET. JOHN & Co.
RUE DE CHARTRES No. 60.

CHECKS à vue, pour toute somme, et à terme, sur

New-York,	Augusta, Ga.
Philadelphie,	Savannah do.
Fayeteville, N. C.	Macon, do.
Charleston, S. C.	Mobile.

Billets de banque du Mississipi, de l'Alabama, et bil *lets sans cours, monnaies en or* et en argent, y son achetés.—Doublons, Souverains, et autres monnaies en or, à vendre. 9 sept

ETAT DE LA LOUISIANE.—Cour de paroisse pour la paroisse et la ville de la Nouvelle-Orléans.—No. 8846, J. B. Allard, actuellement en prison contre ses créanciers.—*Présent* l'honorable Charles Maurian, juge. Après lecture et enregistrement de la pétition et du tableau dans cette affaire, il est ordonné qu'une assemblée des créanciers audit pétitionnaire ait lieu en cour ouverte le 25 mai 1836, pour qu'ils aient à y déduire leurs raisons pourquoi la demande du dit pétitionnaire ne serait pas accordée.

Par ordre de la cour Bureau du Greffier, 28 avril 1836
29 av—8,2ps P. A. GUYOL, Greffier.

PAROISSE D'ORLEANS.—Cour des Prouves.—Succession de Crivesal.—Avis est par le *présent* donné aux créanciers de lasusdite succession et à toutes autres per onnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire, sous dix jours à dater de la *présente* publication, les raisons pour lesquelles le compte présenté par l'*administrateur* de la succession de feu Martin Chiarzal ne serait point approuvé et homologué, les fonds entre ses mains déposés conformément audit compte, et ledit administrateur déchargé de *ses* fonctions et de toute responsabilité. Par ordre de la cour.
W F C DUPLESSIS, rég. des tests.

SUCCESSION de Hall—Vente par le *régister* des testamens—Mercredi, le premier jour de juin 1836, à midi, à la Bourse, encoignure des rues Chartres et St. Louis, en vertu d'un ordre de l'honorable cour des preuves dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle Orléans, y *exposera* en vente publique à l'encan pour compte de la succession de feu Pascal P. Hall, la propriété suivante, savoir:

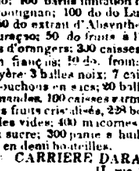
Un certain lot de terre et les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé au faubourg des Religieuses, paroisse *Jefferson, entre* les rues St. André et Ste. Marie, désigné sous le no. 4, d'après un plan dressé par C F. Zimpel, *député voyer* le 15 avril 1833, ledit lot de terre mesure 31 pieds 1 pouce de face à la rue St Amand, 38 pied 6 pouces 2 lignes dans le fond, 171 pieds 11 pouces 2 lignes du côté de la rue Ste. Marie, et 176 pieds 6 pouces sur la ligne qui le sépare du lot numéro 3.

Conditions de la vente: A un crédit de six mois en un billet endossé à satisfaction, portant hypothèque jusqu'à parfait paiement.
W. F. C DUPLESSIS, Rég. des Tes.

N. B. L'acte de vente sera passé pardevant H. B. Cenas, not pub aux frais des acquéreurs. 29 av

LE saussigné offre à vendre la cargaison du Navire Edwin, capitaine Wilson, arrivant de Marseille le consistant en 600 barriques vin bergasse, 100 demie barriques vin Poiset, 500 paniers d'huile d'olive, 200 do de *bouteilles vuides*, 200 *jares à eau*, 100 *caisses* vermicelle, 10 do amoissons, 100 do savon de castille, 20 bales de noix, 20 do d'amandes, 60 barils imitation de madère, 200 caisses muscat, 300 do salaisons assorties.
23 av L. G. SASSINOT.

EN débarquement du brick Harriet, de Marseille et Porsett: 100 demi do do: 100 barils imitation madère: 300 caisses muscat Frontignan; 100 do do Lunel; 100 do. liqueurs assorties; 50 do extrait d'Absynthe, 40 do maraschino; 40 do curaçao; 50 do fruits à l'eau de vie; 100 do eau de fleurs d'orangers; 300 caisses saisons assorties: 50 do savon flanc in; 50 do. fromages de do de chaque; 20 do amandes, 100 caisses *vermicelle*; 50 do macarani; 202 boites fruits crist dités, 238 boites noyaux 200 paniers bouteilles vides; 400 mi comes d'Aux : 25 caisses biscuits au sucre; 300 panie s huile superfine Plagniol; 200 do do en demi bouteilles.
CARRIERE DARAN & Co.
28 av Il, rue St. Louis.



LEGION DE LA LOUISIANE.
Nlle. Orléans, le 28 avril 1836.

LES officiers et membres de la Légion qui sont souscripteurs au dîner qui doit être donné en l'honneur *du major général Alexander Mcomb, commandant* en chef de l'armée des Etats Unis, devront se réunir en uniforme, à la Bourse de Hewlett, vendredi, 29 du courant, à deux heures et demie précises.

Par ordre du brigadier général J. B Plauché, *commandant général.*
28 av D AUGUSTIN, aide de camp.

GARDES D'ORLEANS, attention!—Les deux *compagnies prendront* les armes dimanche 1er mai, équipement complet, habit bleu, pantalon blanc.
Par ordre du capitaine,
C. MASSIEU.
28 av sergent.

Voltigeurs, Attention!—La compagnie prendra les armes dimanche, 1er mai, à huit *heures précises du matin*, rendez vous ordinaire.—Equipement complet, pantalon blanc.
Par ordre du capitaine,
ROUDEZ,
28 av sergent major.

CHASSEURS à Cheval d'Orléans.—L'escadron montera à cheval dimanche *1er mai*, et se réunira à la place du Cirque, à huit heures précises du matin—tenue d'été. Par ordre du capitaine,
A. LABOURDETTE,
28 av mar. des logis chef.

Banque de l'Etat de la Louisiane.

La place de porteur de cette banque étant vacante, des demandes pour cet emploi seront reçues jusqu'à *mercredi prochain*, 4 mai.
28 av RICHARD RELF, caissier.

COULEURS.—8 barillets bleu de Prusse, 12 do. vert, à vendre par
28 av JAMES GRIMSHAW, 70 rue du Canal.

GRAINES de coton du Mexique—200 sacs *graine de coton* du Mexique, à vendre par
28 av JAMES REED & Co. 35 rue Royale.

PORC.—147 barils pore mess, en débarquement *du steamer Splendid*, à vendre par
28 av JOSEPH LANDIS, 14 rue Poydras.

MALAGA—50 quarts Malaga doux, à vendre par
28 av R H WHITE, 25 rue des Magasins.

CHANGE sur *France*, à vendre par
20 av A. St. GEORGES.

VENTE par le Marshal.—Cour de district des Etats-Unis; *district oriental* de la Louisiane.—Les Etats-Unis contre la Société de l'Eglise de Marins de la Nouvelle Orléans.—En vertu d'un ordre alias d'exécution qui m'a été transmis, dans l'affaire ci-dessus mentionnée, il sera vendu au coin des rues Canal et Levée, le 5 mai prochain, à midi, les matériaux dont se composait le bâtiment appelé l'Eglise des Marins, consistant en une quantité de charpente, briques, etc. Conditions: comptant. J. H. HOLLAND,
20 av marshal des Etats Unis.

LES créanciers de Mme. veuve Baptiste St. Amand et de Baptiste St. Amand, sont invités dans le courant d'Avril, à fournir leurs titres de créances, soit à Mr. Charles Derbigny, soit à Mr. N. B. Le Breton, rue Toulouse, No. 57. 13 avril—6,30p

ETAT DE LA LOUISIANE.—Paroisse St. Jean Baptiste.—Cour *des preuves*.—Succession de la feue dame Joséphine Champagne, décédée veuve Pierre Brown.—Avis est par le présent donné aux créanciers de ladite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire sous dix *jours*, à dater de la *présente* publication, les raisons pour lesquelles le tableau de distribution présenté par le syndic de ladite succession ne serait point homologué. Paroisse St. Jean Baptiste, le 20 avril 1836.
Par ordre de la Cour
25 av. A. SORAPURU, greffier.

AVIS.—On se charge, au bureau de l'ABEILLE de la traduction de tous documens, annonces, petites affiches, pamphlets, etc. dans les langues française, anglaise, espagnole et italienne. 7 av37

ASSOCIATION DES COTES DE LA NOUVELLE ORLEANS ET MOBILE—Les livres de souscription au fond capital de cette Institution seront ouverts le 28 mai, dans les bureaux de la Compagnie d'Assurances Maritimes et contre l'Incendie du Mississippi, et conformément aux clauses de l'art. 9 de la *charte, resteront* ouverts pendant vingt jours, dimanches exceptés, de 9 heures du matin à 3 heures de l'après-midi. 28 av—6

AGENCE—Le *soussigné*, de nouveau fixé à la Nouvelle Orléans, donne avis qu'il se chargera, à l'avenir, en qualité d'agent, des affaires qui pourront lui être confiées.

Il espère par l'attention soutenue qu'il portera dans l'*exécution des mandats* qu'il pourra recevoir, donner pleine satisfaction aux personnes qui daigneront en lui faire confiance. F. LAVILLE.
S'adresser au comptoir de John G. & L. Garnier.
28 av-1m

**Compagn